

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

ENJEUX ET PRIORITES STRATEGIQUES EN MATIERE D'APPLICATION DES DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE POUR 2026

*Contribution établie par M. Gytis Brazauskas, responsable grands comptes pour les secteurs de la technologie et de l'automobile, React, Amsterdam (Pays-Bas)**

RESUME

Les enjeux liés à l'évolution des modèles de commerce en ligne et à la fragmentation des chaînes d'approvisionnement continuent d'influencer les méthodes traditionnelles d'application des droits de propriété intellectuelle. Malgré les progrès réalisés en matière de capacités institutionnelles et de collaboration transfrontière, des faiblesses persistent en ce qui concerne la répartition des coûts, la transparence des opérateurs et la surveillance du commerce électronique et des flux de petits colis, en particulier au sein de l'Union européenne (UE), où le nombre de saisies douanières est en baisse. Les mesures d'application à venir pourraient être renforcées en associant les acteurs de la chaîne d'approvisionnement qui exercent un contrôle opérationnel réel, notamment les prestataires de services de transport et de logistique, les plateformes en ligne et les prestataires de services de paiement. Les pratiques douanières actuelles se heurtent également à des contraintes pratiques, notamment le fait que les coûts de stockage et de destruction sont en grande partie supportés par les titulaires de droits. La présente contribution examine la manière dont les outils juridiques existants pourraient être utilisés plus efficacement pour gérer les volumes élevés de petits colis. Elle souligne également les lacunes persistantes dans la vérification de l'identité des vendeurs en ligne dans le cadre de la Loi européenne sur les services numériques, ainsi que l'importance d'un renforcement de la vérification des entreprises et de l'identité des clients, notamment à travers les systèmes de paiement. Des exemples tirés de la Chine et du Brésil montrent comment la transmission anticipée des données sur les envois, une répartition plus claire des responsabilités et les

* Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur et ne sont pas nécessairement celles du Secrétariat de l'OMPI ou de ses États membres.

partenariats public-privé peuvent contribuer à une application plus efficace des droits de la réglementation. Il est nécessaire d'adopter une approche pratique et collaborative pour améliorer l'application des droits, renforcer la responsabilité tout au long des chaînes d'approvisionnement et mieux protéger les consommateurs, en particulier dans les secteurs à haut risque tels que les produits pharmaceutiques, la santé grand public et les pièces automobiles.

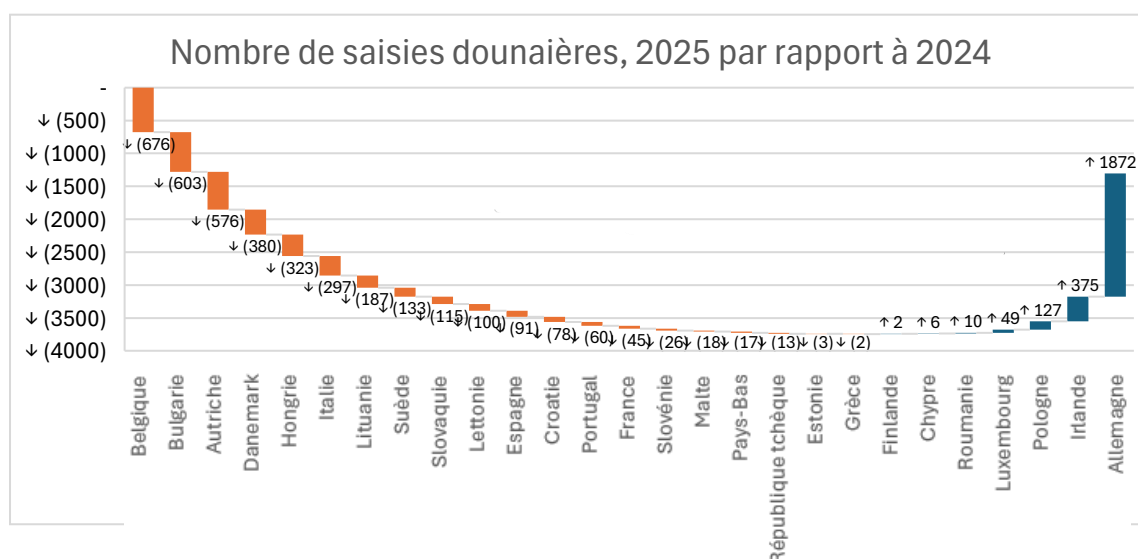
I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

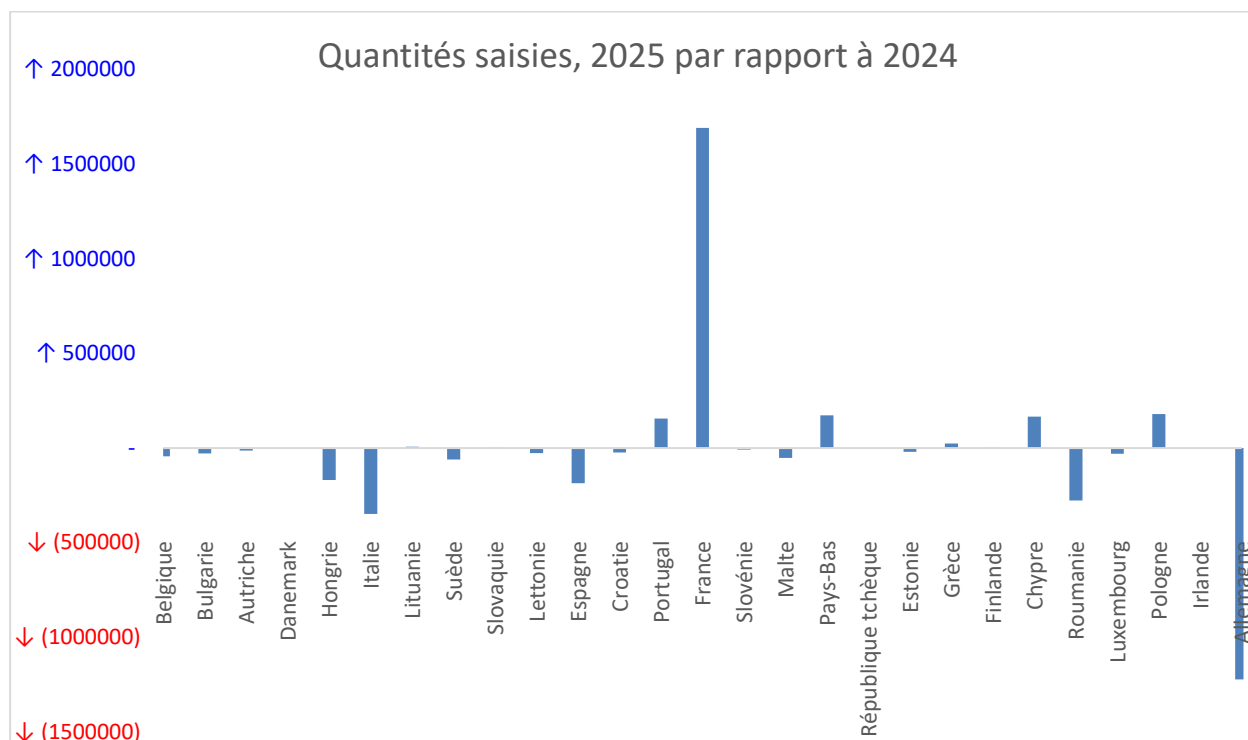
1. Les nouveaux modèles de commerce en ligne et la complexité croissante des chaînes d'approvisionnement continuent de compliquer l'application effective des droits de propriété intellectuelle. Si les capacités institutionnelles et la coopération transfrontière se sont améliorées dans plusieurs régions, des lacunes persistantes en matière de répartition des coûts, de transparence en ligne et de surveillance du commerce électronique continuent de nuire tant à la protection des droits qu'à la sécurité des consommateurs. En Europe, la baisse des saisies douanières contraste fortement avec la stabilité ou l'augmentation des mesures d'application des droits prises dans d'autres régions, soulignant la nécessité de rééquilibrer les incitations et les responsabilités tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

2. En 2026, React et ses membres accorderont la priorité aux mesures ci-après : renforcer les écosystèmes d'application des droits dans les opérations douanières, sur les marchés en ligne et au sein des réseaux de commerce électronique de petits colis, en faisant porter la responsabilité financière aux acteurs qui exercent un contrôle effectif au sein de la chaîne d'approvisionnement; moderniser les pratiques "Know Your Business Customer" (KYBC) et "Know Your Customer" (KYC), notamment en renforçant leur intégration aux systèmes de paiement; et étendre les partenariats public-privé et les initiatives de renforcement des capacités, en particulier dans les régions clés et les secteurs à haut risque tels que les produits pharmaceutiques, la santé grand public et les pièces automobiles.

II. MESURES DOUANIERES

3. Les mesures douanières restent un des moyens les plus efficaces de protéger les marques. Si les initiatives mondiales visant à renforcer les mesures douanières ont donné des résultats encourageants, on observe une baisse des saisies douanières en Europe, en particulier dans les États membres de l'UE. Cette tendance est illustrée dans le graphique ci-après (données provenant uniquement des membres de React).





4. Le recul des saisies douanières s'explique en grande partie par le fait que la charge des frais de stockage et de destruction a été transférée aux titulaires de droits, ainsi que par l'inefficacité des procédures mises en place pour gérer le nombre élevé de petits envois. En conséquence, certains titulaires de droits choisissent de fixer des seuils et de permettre les expéditions de petits envois, malgré leur importance dans le commerce des produits de contrefaçon.

5. L'article 29 du règlement douanier (UE) 608/2013 stipule que les titulaires de droits doivent supporter les frais de stockage et de destruction. Si elle prévoit également la possibilité de se faire rembourser les frais par des tiers, cette mesure s'est avérée difficile à mettre en œuvre puisque ces tiers n'ont pas été clairement définis. Dans la plupart des cas, la seule partie connue des titulaires de droits est l'agent des douanes, et le destinataire réel des marchandises reste généralement inconnu. Les poursuites à l'encontre des intermédiaires constituent une démarche risquée qui en est encore à ses débuts et s'avère coûteuse et longue pour les titulaires de droits. Les agents des douanes et les transporteurs refusent généralement de révéler l'identité du fournisseur, ou invoquent des expéditeurs qui n'existent pas. Le succès de ces actions repose également sur la coopération et le partage d'informations de la part des autorités douanières.

6. Une réorientation stratégique de la répartition des coûts pourrait améliorer sensiblement l'efficacité du processus de remboursement. Si le modèle actuel fait généralement porter la responsabilité des coûts de stockage et de destruction sur le titulaire des droits, il y a de bonnes raisons d'envisager une approche plus équilibrée dans laquelle le secteur des transports et de la logistique assumerait une plus grande part de responsabilité. Compte tenu de son rôle de supervision opérationnelle des expéditions et de son influence contractuelle sur les importateurs et les fournisseurs, le secteur des transports et de la logistique est bien placé pour apporter une contribution significative. Le renforcement des pratiques de vérification de l'identité des clients (KYBC) permettrait non seulement d'améliorer la protection contractuelle dont bénéficient les prestataires de services logistiques, mais aussi de soutenir les titulaires de droits en facilitant l'identification des parties responsables et en limitant le risque de récidive en matière de contrefaçon.

7. L'événement consacré à la "Boîte à outils de l'UE pour lutter contre la contrefaçon", qui s'est tenu le 19 mars 2024, a mis en évidence l'attente croissante à l'égard du secteur des transports et de la logistique, appelé à jouer un rôle plus dynamique et responsable dans la lutte contre la contrefaçon. Il s'agit notamment de faire preuve d'une diligence raisonnable accrue dans le cadre des processus de vérification de l'identité des clients (KYBC) et de garantir la transparence en divulguant l'identité du fournisseur réel aux titulaires de droits en cas de problème. En l'absence de telles garanties, il est jugé raisonnable que la responsabilité des intermédiaires puisse s'appliquer aux acteurs du secteur des transports et de la logistique pour leur contribution potentielle à l'infraction. Cela ne nécessiterait pas de modification de la loi, mais une simple définition des "tiers" (article 29.2, du règlement n° 608) afin d'y inclure les intermédiaires du secteur des transports et de la logistique. Par ailleurs, cette mesure irait dans le sens du concept d'"importateurs réputés" défini dans la version révisée du Code des douanes de l'Union pour les plateformes de commerce électronique, ainsi que de la responsabilité du courtier en douane en cas d'importation de marchandises non conformes.

8. Dans ce contexte, il convient de noter l'approche adoptée par la Chine. Les sociétés de commerce d'exportation sont tenues pour responsables si elles ont expédié des marchandises illégales. L'année dernière, React a engagé de nombreuses actions à l'encontre de sociétés de commerce d'exportation, ce qui a donné lieu à des demandes de dommages-intérêts et a contraint ces sociétés à révéler l'identité de fabricants d'articles de contrefaçon.

9. En 2026, React poursuivra ses efforts de sensibilisation afin d'obtenir des éclaircissements législatifs, une interprétation équitable des règles existantes et, le cas échéant, d'engager des actions judiciaires stratégiques visant à répartir les coûts au sein de la chaîne d'approvisionnement.

III. APPLICATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN LIGNE

10. L'application des droits de propriété intellectuelle en ligne a évolué avec le développement des logiciels, l'utilisation de l'intelligence artificielle et l'expérience des analystes en ligne. La mise en place de mécanismes tels que le statut de "signaleur de confiance" dans le cadre de la Loi de l'Union européenne sur les services numériques (DSA) a également permis de créer un moyen d'action rapide pour les plateformes.

11. Il reste néanmoins des défis techniques à relever. Les réseaux sophistiqués de contrefaçon utilisent des liens cachés, changent régulièrement de domaine et réutilisent les infrastructures sur les différents comptes des commerçants. Par ailleurs, les mesures de protection anti-bot des plateformes (indispensables à la sécurité des utilisateurs) peuvent parfois bloquer les recherches légitimes, ralentissant ainsi la capacité des titulaires de droits de détecter et de recueillir des preuves.

12. En outre, la vérification des opérateurs reste l'un des principaux défis de l'application des droits de propriété intellectuelle en ligne. Selon la région, les plateformes peuvent être tenues de mettre en œuvre des protocoles et des programmes de détection et de suppression des ventes aux enchères de produits contrefaisants. Cependant, ces obligations et dispositions ne sont pas suffisamment efficaces dans la pratique.

13. Si les plateformes sont tenues de faire "tout leur possible" pour évaluer la fiabilité des commerçants (par exemple, article 30 de la Loi de l'Union européenne sur les services numériques), elles ne sont pas obligées de garantir l'exactitude des informations fournies. En conséquence, les titulaires de droits se trouvent dépourvus de recours efficaces lorsque les informations relatives à un commerçant s'avèrent fausses ou incomplètes. Si les plateformes sont tenues de recueillir les coordonnées des comptes de paiement en vertu de l'article 30.1.c), la Loi de l'Union européenne sur les services numériques n'impose pas de vérification rigoureuse de ces informations, compliquant l'obtention de données de paiement fiables.

14. Vous trouverez ci-dessous quelques solutions possibles aux défis mentionnés plus haut.

a) Faire évoluer les procédures de vérification de l'identité des clients (KYC/KYBC) au niveau des plateformes, pour passer d'un simple contrôle formel à un véritable système de vérification d'identité : relier la vérification des commerçants aux instruments et flux de paiement, afin de garantir que les infrastructures financières utilisées pour monétiser les atteintes (notamment les prestataires de services de paiement et de services bancaires) deviennent des piliers garantissant une identification et une responsabilité durables.

b) Une simple obligation, pour les commerçants, d'effectuer une transaction de paiement de faible montant, afin de faire correspondre le commerçant à un compte de paiement existant, renforcerait considérablement la traçabilité des commerçants. En général, les prestataires de services de paiement peuvent compter sur un processus d'identification sophistiqué.

c) Des codes de conduite pour encourager les plateformes à mettre en œuvre des pratiques plus robustes de vérification de l'identité des clients (KYBC) (par exemple, l'article 45 de la Loi de l'Union européenne sur les services numériques).

d) Promotion d'un tableau de bord des fournisseurs d'accès à Internet (FAI) responsables, définissant les meilleures pratiques pour les plateformes et les FAI.

15. Dans ce contexte, il est intéressant d'examiner les pratiques de vérification des commerçants mises en place en Chine : le processus d'identification des commerçants locaux chinois est plus structuré et plus rigoureux que dans tout autre ressort juridique. En Chine, tout commerçant doit détenir une licence commerciale valable, comparable aux exigences concernant l'enregistrement auprès d'une Chambre de commerce en Europe, et les plateformes de commerce électronique sont légalement tenues de vérifier cette licence avant d'autoriser le commerçant à exercer son activité. Ces données d'enregistrement vérifiées doivent également être communiquées aux consommateurs et aux titulaires de droits. Il est désormais courant que les titulaires de droits de propriété intellectuelle engagent des poursuites contre des commerçants chinois et invitent la plateforme de commerce électronique à témoigner afin de confirmer les informations vérifiées relatives à la licence commerciale du commerçant et de divulguer des données détaillées sur les ventes de produits contrefaisants. Rien qu'en Chine, React obtient pour ses membres des dommages-intérêts supérieurs au montant total perçu dans le reste du monde.

IV. ENVOIS LIES AU COMMERCE ELECTRONIQUE ET PETITS COLIS

16. Les problèmes liés au commerce électronique et aux mesures douanières sont particulièrement contraignants lorsqu'il s'agit de gérer les petits envois aux frontières. Les quantités sont trop importantes pour que les douanes procèdent à des contrôles, les sources ne sont pas claires et le cadre réglementaire n'est pas suffisamment adapté.

17. L'avenir s'annonce plus prometteur grâce aux progrès informatiques. Un recours accru aux déclarations préalables (lorsque cela est possible et approprié) permettrait une analyse des risques plus efficace. Parallèlement à cela, une réévaluation approfondie de la répartition des coûts de stockage et de destruction, prévoyant notamment un rôle plus direct pour le secteur des transports et de la logistique, pourrait favoriser un meilleur respect des règles tout au long de la chaîne d'approvisionnement et constituer un moyen de dissuasion efficace contre la circulation de produits de contrefaçon.

18. Le projet de Code des douanes de l'Union, avec sa notion d'"importateurs réputés" (plateformes de commerce électronique), ainsi que certaines initiatives fructueuses telles que le Programme de conformité pour le commerce électronique au Brésil, sont des signes encourageants pour l'avenir. Les plateformes doivent se montrer plus cohérentes dans leurs

programmes de vérification de l'identité des clients (KYC); présélectionner les marchandises non conformes; améliorer l'analyse des risques effectuée par les douanes; et veiller à une répartition équitable des coûts liés à l'importation de marchandises non conformes. Grâce à la mise en œuvre de ces mesures, le commerce électronique sera plus transparent et plus facile à gérer aux frontières.

19. Le Programme de conformité pour le commerce électronique au Brésil est un programme volontaire destiné aux plateformes de commerce électronique qui expédient des marchandises vers le Brésil, en échange d'avantages fiscaux et douaniers pour les parties participantes. Il démontre l'efficacité des mesures ciblées, et constitue une bonne pratique pour réduire les expéditions illégales.

20. React souhaite également aider les plateformes et les autorités douanières à gérer l'augmentation prévue des importations issues du commerce électronique en leur apportant son soutien dans les domaines suivants :

- a) le processus de vérification de l'identité des clients (KYC);
- b) les inspections en masse aux frontières;
- c) la juste répartition des coûts; et
- d) le stockage et l'élimination durable des produits falsifiés.

21. Les partenariats public-privé peuvent constituer une solution idéale pour la gestion à grande échelle et le tri des colis non conformes issus du commerce électronique.

V. CONCLUSION

22. Pour garantir une application efficace des droits de propriété intellectuelle en 2026, il convient d'aligner les responsabilités sur les points de contrôle réels de la chaîne d'approvisionnement et d'instaurer une obligation de rendre compte tant au niveau des plateformes numériques que des chaînes logistiques physiques.

23. L'une des priorités de React et de ses membres est de trouver des moyens de ne plus faire supporter aux titulaires de droits les frais courants liés au stockage et à la destruction. Une autre priorité consiste à améliorer les pratiques de vérification de l'identité des clients (KYC et KYBC), afin que la vérification d'identité soit reliée aux systèmes de paiement et de faciliter ainsi la détection des acteurs malveillants.

24. La mise en place d'une analyse des risques avant l'arrivée des petits envois permettra de renforcer encore les interventions précoces et aidera les autorités à gérer les flux importants du commerce électronique. Dans le même temps, la mise en place de systèmes de signaleurs de confiance dans le cadre de la Loi de l'Union européenne sur les services numériques, le renforcement des partenariats public-privé et la mise en œuvre de programmes ciblés de renforcement des capacités peuvent contribuer à améliorer sensiblement la sécurité des consommateurs et le commerce légitime.

25. Cette question est particulièrement importante pour inverser la tendance à la baisse des saisies douanières dans l'UE. Elle est également essentielle pour mettre en place des systèmes d'application des droits efficaces dans les pays en développement, où les capacités institutionnelles et les cadres réglementaires sont en pleine évolution. Ce besoin est encore plus pressant dans les secteurs où les produits présentent un risque élevé, tels que l'industrie pharmaceutique, la santé grand public et les pièces automobiles, où les contrefaçons constituent une menace directe pour la sécurité publique.

26. Dans l'ensemble, la situation reste concrète et orientée vers la recherche de solutions. Grâce à des données plus fiables, à des mesures d'incitation plus claires et à un partage des responsabilités tout au long de la chaîne d'approvisionnement, les systèmes d'application des droits peuvent s'adapter et suivre l'évolution rapide des modèles de contrefaçon.

[Fin de la contribution]